



**COLOMBIE**



**D 2020 . Co1**  
15-31 octobre 1995

**MOTS-CLEFS**  
Armée  
Guerre sale  
Impunité  
Paramilitaires  
Résistance

## ***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

# **RÉSISTANCE EN COLOMBIE**

## **Le courage d'un jeune maire**

*Des forces paramilitaires interviennent de façon sanglante dans la campagne colombienne contre la guérilla ou contre les personnes que l'on suppose être de gauche. Agissant souvent avec la complicité des forces armées, en lien avec de très riches propriétaires, ces opérations sont particulièrement sanglantes. Des actes remarquables de résistance ont lieu dans la population civile, comme c'est le cas pour le jeune maire d'El Castillo, Jorge Tenorio.*

*Article paru dans Noticias Aliadas, 24 août 1995 (hebdomadaire péruvien).*

Dans les régions rurales de Colombie, des forces paramilitaires ont entamé une campagne sanglante contre la guérilla et contre toute personne pouvant être considérée de gauche.

Malgré son jeune âge - il a à peine plus de vingt ans - le maire d'El Castillo, Jorge Tenorio, est devenu un symbole de courage et de persévérance. Sur les trois maires appartenant à l'Union patriotique, qui l'ont précédé à la tête de la municipalité, deux ont été assassinés par des paramilitaires et le troisième est entré dans la clandestinité depuis que des hommes armés ont tué un homme avec lequel ils l'avaient confondu. Tenorio travaille dans un petit bureau aux fenêtres grillagées et aux rideaux baissés, situé en face de la grand-place du village où trône le buste du maire précédent, Mercedes Mendez, assassinée en juin 1992.

"Ici, à El Castillo, nous sommes pris

au piège dans une guerre qui veut nous obliger à quitter le village et peut-être le département", dit-il.

Cette bourgade de deux mille habitants située dans le département central de Meta est devenue le foyer des opérations de guérilla. En effet, les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) - le principal mouvement de guérilla du pays installé dans les montagnes alentour d'El Castillo - y ont installé leur quartier général.

La violence à El Castillo constitue une des multiples actions menées par les paramilitaires qui opèrent dans tout le pays et qui, pour le seul mois d'août, se sont soldées par 38 morts, des paysans pour la plupart.

### **"Un génocide politique"**

En 1985, lors des négociations entre la guérilla et le gouvernement, une coali-

tion de petits partis de gauche a formé l'Union patriotique. Depuis la fondation de ce mouvement, deux mille six cents de ses membres ont été assassinés, parmi lesquels des candidats aux élections présidentielles, des parlementaires et un grand nombre de maires.

Ces crimes laissés dans la plus totale impunité ont été si nombreux que les associations colombiennes de défense des droits de l'homme ont insisté pour que la Commission interaméricaine des droits de l'homme les considère comme un "génocide politique".

La ville de Meta où l'Union patriotique s'est implantée a été durement frappée par cette campagne qui s'est traduite par la mort violente de plus de 700 partisans de ce mouvement.

Dans cette guerre non déclarée, ce sont les paysans pauvres qui sont les plus touchés. Au début de cette année,

plusieurs milliers de paysans ont monté des tentes sur la grand-place d'El Castillo pour protester contre la violence grandissante des groupes paramilitaires et pour exiger du gouvernement qu'il prenne les choses en main. Cette mobilisation et les demandes répétées de Tenorio ont finalement abouti le 10 juin dernier à un forum pour la paix dans cette bourgade.

Cependant, les promesses du gouvernement de mener une enquête approfondie sur les activités des groupes paramilitaires dans la région n'ont pas réussi à dissiper la terreur. Il y a quelques semaines, le seul garde du corps de Tenorio l'a informé que sa tête était mise à prix pour 5 millions de pesos (7 500 dollars).

"Je fais ce que je peux : je ne dors pas au même endroit plus d'une nuit ou deux et j'essaie de prendre toutes sortes de précautions, mais c'est très difficile", reconnaît-il.

De même qu'ailleurs dans le pays, cette violence politique est en grande partie une forme de stratégie militaire visant à armer et à organiser des groupes civils d'autodéfense et à leur donner carte blanche pour entreprendre une "guerre sale" contre les mouvements de guérilla ou contre toute personne soupçonnée être de

gauche - ce qui permet à l'Armée de garder les mains relativement propres. Le même scénario se répète pratiquement tous les jours depuis la fin des années quatre-vingt : des groupes fortement armés vont et viennent librement dans les zones sous contrôle militaire et font disparaître ou assassinent des gens en toute impunité.

### **Les forces armées complices**

Des associations de défense des droits de l'homme et des leaders de l'opposition ont dénoncé en maintes occasions les liens existant entre ces groupes paramilitaires et les officiers du Bataillon Vargas de la localité de Granada. Ils ont indiqué que Victor Carranza - qui possède de grandes étendues de terres dans la région et qui est connu comme l'un des hommes les plus riches de Colombie - est celui qui finance nombre de ces activités dont un centre d'entraînement paramilitaire dans le village de San Martin.

Les hommes de main de Carranza ne prennent guère la peine de cacher leurs actions parce qu'ils savent qu'ils ont le soutien des forces armées et des forces de police de la région. Le 24 février dernier, ils se sont rassemblés dans le chef-lieu du département, à Villavicencio. Près de deux cent cinquante hommes de main ont participé à ce rassemblement où on a

pu les entendre dire : "Dans moins de deux mois, nous aurons nettoyé Villavicencio".

Les participants se sont également moqués du projet du gouvernement de reprendre les pourparlers et ils ont promis d'en finir avec le Parti communiste, l'Union patriotique et la guérilla en faisant d'une pierre trois coups. Ce n'étaient pas des paroles en l'air. Deux semaines plus tard, le Comité de défense des droits de l'homme a reçu des menaces de mort. Le lendemain, après avoir reçu de nouvelles menaces, la fondatrice du comité, Soeur Noemy Palencia, a dû quitter le pays. En mai, la situation est devenue si dangereuse que le Comité a décidé de fermer ses bureaux et de les transférer à Bogota. Bien que les risques soient toujours considérables, le Comité espère revenir à Villavicencio avant la fin de l'année.

Quand on demande au maire Tenorio d'où il tire ce courage pour poursuivre sa tâche dans une situation aussi périlleuse pour lui, il ne répond pas par des mots. Il regarde seulement son fils de 18 mois qui dort sur ses genoux.

*Traduction, titre et sous-titres DIAL.  
En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*